

En mouvement 11 International 12 Logement 14 Culture 15

Danemark:
couper les ponts
avec le génocide

Vers un désordre
mondial militariste

À Barcelone,
les locataires
s'organisent

Les disperséex
se réinventent

Édito

Covid: quelles nouvelles du monde d'après?

Fin février 2020 les premiers cas de covid-19 étaient déclarés en Suisse. Le 11 mars, l'OMS qualifiait la situation de pandémie mondiale et le 16 mars, le Conseil fédéral annonçait la « situation extraordinaire » au sens de la Loi sur les épidémies, avec la mise en place du premier confinement.

Après les applaudissements aux fenêtres, les dauphins remontant le Grand Canal de Venise, les vagues refluant sans fin; qu'en est-il du monde d'après, celui ou plus rien n'aurait dû être comme avant?

Bien que les taux d'infection restent inférieurs comparés au plus haut des pics pandémiques de 2020 et 2021, le virus continue de circuler, accompagné d'autres virus respiratoires endémiques. Les pratiques de solidarité sanitaire – comme le port du masque et les gestes barrières – se sont, elles, progressivement évaporées. Les personnes atteintes de covid long peinent à faire reconnaître leur statut. L'épidémie aurait pourtant pu ouvrir un débat politique de fond sur la protection collective des personnes vulnérables.

Le dérèglement climatique et la destruction des écosystème se poursuivant, la survenue de nouvelles pandémies est inévitable. →

LE SAVOIR, C'EST L'IGNORANCE: LA SCIENCE EN DANGER

Pour s'y préparer, des espaces de discussion larges et démocratiques doivent se construire incluant patientes, soignant·es et membres de la société civile. Nous devons nous tenir prêts pour que les corps vulnérables et marginalisés ne soient pas laissés de côté.

Les mesures prises, plus ou moins contraignantes selon les pays, durant la crise sanitaire ont certes montré que quand la situation l'exigeait, l'appareil d'État était capable d'interventionnisme. Perçues comme « en rupture », les mesures déployées, s'inscrivaient dans la continuité des transformations de l'État néolibéral autoritaire.

Les années d'après-guerre ont été marquées par un changement de paradigme dans le domaine de la santé publique, mettant au centre l'autonomie des populations et des collectifs de patientes, visant à encourager leur capacité d'agir et à tendre vers une démocratie sanitaire.

Depuis le tournant néolibéral, le démantèlement de l'État social, sur fond de crise démocratique en a détourné les fondements émancipateurs pour une conception de la santé considérée comme un « capital », géré par les individus, entrepreneurs d'eux-mêmes et de leur santé.

Le certificat covid en Suisse ou les auto-attestations de sortie en France s'inscrivent dans cette tendance. Il n'est pas non plus étonnant que dans des États ayant de plus en plus recours à la surveillance et à la répression, les mesures de gestion de la pandémie aient mobilisés les mêmes outils. Pendant ce temps, la casse du système de santé se poursuit.

La gestion de la crise sanitaire par les gouvernements Trump et Bolsonaro ont donné un avant-gout de ce qu'est une conception fasciste de la santé : antiscience, ultra-libérale et empreinte de darwinisme social.

Au-delà de la défense d'un système de santé fort, nous devons, à l'image des luttes contre le VIH ou des collectifs d'autodéfense sanitaire des favela de Sao-Paulo, commencer à nous organiser pour une véritable démocratie sanitaire, solidaire et combative.

Garaa

AGENDA

Genève

ME 26 MARS

LE FIL ROUGE

Projection de *Princesse Mononoké* de Hayao Miyazaki (JP, 1997, 134')
18 h 30 **Fonction cinéma**

DI 30 MARS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, QUI LAVE VOS CHAUSSETTES ? PERSPECTIVES FÉMINISTES MATÉRIALISTES

Atelier de formation avec Noémie Rentsch, militante de solidarité Vaud
11 h - 14 h **local de solidarité**

MA 8 AVRIL

JOURNÉE INTERNATIONALE DES RROM

Rencontre avec Maria Ursula Wasser, Bal Zigane avec Ghița Vagabuntu et le Balamouk Orchestra
18 h **L'Écurie, Montbrillant 14, Genève**

SA 12 AVRIL

MANIFESTATION POUR LA PALESTINE

15 h **Place de Neuve**

Vaud

SA 5 AVRIL

QUEL PARTI ANTICAPITALISTE CONSTRUIRE ET QUELLE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE ?

Formation. Pas membre ? Inscris-toi à vaud@solidarites.ch
13 h 30 **Le Milan, Lausanne**

SA 12 AVRIL

MANIFESTATION POUR LA PALESTINE

14 h **Lausanne (lieu à venir)**

National

SA 22 MARS

CARNAVAL POPULAIRE & DETER

T'en as marre que l'extrême-droite et les fascistes prennent autant de place ? Devoir des tags de fachos et d'entendre leurs propos haineux ? Alors viens au carnaval populaire et deter samedi 22 mars prochain à Lausanne !

Déguisons-nous, défilons fièrement, inondons la ville de nos chants, de nos cris et de notre énergie. Faisons bloc et masse ensemble dans une résistance joyeuse et déterminée !

Préparation: 12 h 13 quartier du Vallon
Cortège: 15 h 32 Place du Château



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Loral
Nadia Badouzi
Clément Bindschaedler
Antoine Dubiau
Guillaume Martthey
Carl Studer

Noémie Rentsch
José Sanchez
Thomas Vachetta
Léon Violet
Relecteur
Luna Alloua
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essayd
Zélie Stauffer

Françoise Mos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Remix du photomontage de
John Herthold pour
le *Illustrateur Arbeiter Zeitung*
du 10 mai 1933

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
Soutien 150
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
▶ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
ne.hout@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

EXTRÊMES DROITES AU POUVOIR ET INTENSIFICATION DES CONFLITS:

UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS

Inscris-toi à notre Université de printemps!

→ [SOLIDARITES.CH/UP25](https://solidarites.ch/up25)

URGENCE DE RECONSTRUIRE DES ALLIANCES LARGES, COMBATIVES ET INTERNATIONALISTES

2025 - 5201 W 81 ← 91

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code





ARC

Le Conseiller d'État Vassilis Venizelos (tout à droite) a dissimulé pendant plusieurs mois un rapport sur la surpopulation carcérale commandé à l'expert pénaliste Benjamin Brägger (à gauche). Conférence de presse du 10 février 2025 annonçant des mesures qui ne changeront rien au problème.

National **Vaud** **SURINCARCÉRATION**

IL NE FAIT PAS BON CRITIQUER LA MAGISTRATURE ET LE PROCUREUR!

Depuis maintenant une décennie, le Canton de Vaud est pointé du doigt pour sa surpopulation carcérale. Le 10 février dernier a marqué la fin d'une bataille juridique et politique à ce sujet, visant à obtenir un rapport critique sur la surincarcération dans le Canton de Vaud commandé par le Conseiller d'État Vassilis Venizelos. Retour sur ces débats.

Le Canton de Vaud est réputé pour sa violation systématique des droits humains, par l'entassement de personnes dans les établissements carcéraux qui manquent de place ou encore par l'emprisonnement de personnes dans les zones carcérales de police pour des durées allant jusqu'à 49 jours (au lieu de 48 heures légales), sans accès à la lumière du jour ni à la possibilité d'écrire.

En 2023, les autorités cantonales ont commandé à l'expert pénaliste Benjamin Brägger un rapport qui devait permettre de dresser un bilan de la situation. Alors que celui-ci a été rendu en février 2024, le Conseil d'État – visiblement dé-

rangé par les critiques formulées à l'encontre des pratiques des juges et des procureurs – a dissimulé ce rapport pendant plusieurs mois. Le groupe Ensemble à Gauche Vaud a mené au Grand Conseil une bataille sans relâche pour l'obtenir, non sans subir les fausses informations et des formes de gaslighting politiques de la part du Ministre Venizelos, en charge de la sécurité.

Mépris, silence et dissimulation: retour sur une procédure baillon

En avril 2024, nous apprenions de plusieurs sources croisées que le rapport sur la surpopulation carcérale commandé par l'État en

2023 avait été rendu, et que ce bilan adressait de manière trop directe le rôle des pratiques des procureur-es et des juges dans la surpopulation carcérale chronique que connaît le Canton de Vaud depuis 2010. À la suite d'une question au Grand Conseil, le Ministre Venizelos n'a eu de cesse de répéter qu'aucun rapport n'avait été rendu.

Les juristes progressistes Vaud se sont joints à cette bataille en mobilisant la Loi cantonale sur l'Information pour demander à disposer de ce rapport; une demande refusée par le Conseil d'État. En juin 2024, le journal *24 heures*, bénéficiant d'une source tierce pour le confirmer, arrachera de la

communiquante du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité (DJES) l'aveu que le Département a en effet reçu ce rapport en février 2024. Cette bataille sur le terrain politique, judiciaire (LInfo) et journalistique a poussé, *in fine*, le Ministre à réagir.

En consultant le rapport Brägger, en février 2025, nous avons constaté dans la section méthodologie que ces résultats avaient bien été rendus en février 2024 et qu'une version antérieure avait déjà été circulé avant ce délai, amenant le Ministre à envoyer les résultats à l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale et à organiser une rencontre entre ces derniers et l'expert pénaliste. Les acteurs de la chaîne pénale ont alors de toute évidence, en bon respect de la séparation des pouvoirs, demandé au Conseiller d'État de revoir sa copie et de revenir avec des éléments moins critiques. Ce dernier semble s'être exécuté en commandant une deuxième étude, dès l'été 2024, à l'École des sciences criminelles de l'Unil, portant cette fois sur la « criminalité vaudoise ».

Le contenu des rapports

Le rapport Brägger pointe la culture plus punitive des cantons latins pour expliquer le nombre et la durée plus élevées des détentions dans le canton Vaud par rapport au reste de la Suisse. Selon le criminologue John Pratt, les taux d'incarcération sont la mesure la plus pertinente pour mesurer la sévérité d'un système. Le canton de Vaud a un taux de détention de 109 pour 100 000 habitant-es, alors qu'en Suisse, celui-ci oscille autour de 80 pour 100 000.

Vaud est le canton qui donne le plus de peines privatives de liberté sans sursis ou avec sursis partiel, et le quart des peines de prison sans sursis prononcé en lien avec des stupéfiants est vaudois. En comparaison avec des cantons proches, Vaud place davantage en détention avant jugement, et deux fois et demie plus longtemps. Au niveau des mesures pénales – internement et traitement institutionnel – la magistrature vaudoise prononce 15 % des internements du pays. Pointer la responsabilité des pratiques des procureurs et des juges est visiblement un tabou dans le Canton, puisque le Conseil d'État a balayé dans le débat la première recommandation de cet expert portant sur la nécessité de développer une stratégie cantonale de politique criminelle, à l'image de ce qui se fait dans d'autres cantons. ➔

Le deuxième rapport confié à l'École des Sciences Criminelles (ESC) dès l'été 2024, portant sur la criminalité vaudoise, conclut que le domaine pénal est un « désert statistique », mais également, et c'est important, qu'il n'y a aucune criminalité spécifique au Canton de Vaud en matière pénale, puisque le Canton suit les mêmes courbes que la moyenne suisse depuis des années.

Un rapide coup d'œil aux statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS) permet d'identifier que la criminalité pénale connaît en effet une baisse tout à fait drastique depuis les années 2010, sur Vaud comme ailleurs en Suisse, alors même que les taux de détention vaudois explosent sur la même période. Cette vérification empirique donne un coup au mythe volontiers servi par le Procureur vaudois, selon lequel le Canton de Vaud serait particulièrement touché par la criminalité pénale de passage (les « gangs lyonnais ») pour expliquer la surpopulation carcérale. Bâle se situe pourtant à 25 km de Mulhouse (qui doit également compter un certain nombre de gangs mulhousiens) et à environ 100 km de Strasbourg, alors que les gangs lyonnais sont à 160 km de Lausanne.

Un conseiller d'État dans les nuages

La spécificité vaudoise en termes d'incarcération se situe donc surtout dans les pratiques pénales des procureurs et des juges. La politique répressive autour du deal de rue (STRADA) joue également un rôle important, malgré la baisse vaudoise des infractions LStup.

Interrogé par une journaliste lors de la conférence de presse du 10 février dernier pour savoir s'il allait revoir ses pratiques d'arrestation (quelques mois après avoir orchestré une spectaculaire opération répressive contre le deal de rue), le Ministre a répondu par la négative, faisant reculer de cinq pas toute possibilité de politique progressive en la matière.

Il est navrant qu'un ministre supposé appartenir à la gauche de l'échiquier politique s'embourbe aussi faiblement et sans courage dans une politique pénale répressive qui obéit aux sirènes du populisme, plutôt que de baser ses actions sur la science et sur les

droits humains. Il ne s'est par ailleurs jamais excusé d'avoir donné des informations fausses sur la criminalité en affirmant qu'elle serait en hausse et nous accusant de « faire des règles de trois » lors d'une séance du Grand Conseil où nous lisions les chiffres de l'OFS qui confirmaient la baisse drastique de la criminalité vaudoise, reconnue par toutes les expertes.

Au niveau des mesures proposées par le Conseil d'État à la suite de ces rapports, on retrouve celles que l'on connaît et qui ne changeront rien au problème : création de nouvelles places, renforcement du travail d'intérêt général, semi-détention, port du bracelet électronique et création d'un Observatoire de la criminalité. Fati Mansour l'écrivait dans les colonnes du *Temps* : « autant dire que la détention carcérale n'est pas pour demain. »

De son côté, le groupe Ensemble à Gauche espère que cette saga politique sera l'occasion de réunir les acteur·ices de la société civile engagés sur la question pénale, de l'OAV à Parlons prisons en passant par les Juristes progressistes – et le monde académique et politique à l'image de ce qu'a brillamment fait le Forum contre le sans-abrisme qui s'est tenu à la HETSL et à Pôle Sud en janvier 2025.

Il est urgent de coordonner les efforts de ces différentes acteur·ices pour élaborer des politiques fondées sur la science et les droits humains afin de diminuer les souffrances et l'inefficacité reconnue de l'emprisonnement. Ces politiques devraient adresser en particulier, la situation de ceux qui, ne détenant pas la bonne nationalité, sont enfermés en prison – un environnement qui démolit toute perspective de reconstruction – pour des délits qui ne sont autrement pas sanctionnés de la sorte.

La surpopulation carcérale, une politique répressive de la migration qui ne dit pas son nom

Cette discrimination basée sur l'appartenance nationale est décortiquée par le chercheur Luca Gnaedinger. Il travaille à comprendre les tenants et aboutissants de la récente sur-représentation des personnes étrangères dans les prisons suisses (environ 70 %).

Au début des années 1980, ce sont les Nationaux·ales qui représentaient la vaste majorité des détenu·es. En 40 ans, le ratio entre détenteur·ices du passeport suisse et étranger·es en prison s'est inversé. L'une des explications principales avancée par Luca Gnaedinger réside dans la criminalisation croissante de l'immigration dite « non-qualifiée », voire « indésirable », issue des pays non-membres de l'espace Schengen. Depuis le début des années 1980, le nombre de personnes condamnées pour infraction à la Loi sur les étrangers a plus que triplé. Sans compter la mise en œuvre de politique répressives comme celles autour du deal de rue, qui ciblent particulièrement ces populations déjà précaires, plutôt que les dealers en col blanc, par exemple.

La décroissance carcérale comme boussole

Un modèle politique pour lutter contre la sur-incarcération est celui du réductionnisme carcéral. Cette philosophie pénale adoptée par la Finlande dès les années 1960 consiste à recourir à l'enfermement en tout dernier lieu dans le système de sanction. Le pays a diminué en quelques dizaines d'années son taux d'incarcération par trois, le maintenant autour de 50 détenu·es par 100 000 habitant·es.

Le projet de recherche « Décroissance carcérale » coordonné par la Prof. Julie de Dardel à l'Université de Genève étudie justement ces différentes pistes.

En Suisse, il s'agirait d'agir sur la détention avant jugement, en la réservant réellement aux délits graves, quel que soit le statut migratoire de la personne prévenue; en abolissant les conversions d'amendes en prison, tout en renforçant les politiques publiques et en régulant le marché des drogues plutôt que de tenter vainement de le combattre par la « guerre contre la drogue ».

Une autre clé réside dans la critique envers la sévérité des ordonnances pénales délivrées par les procureurs (qui agissent en tant que juges pour 93 % des condamnations pénales en Suisse) : ce sont eux, surtout à Genève et Vaud, qui sont responsables de la sévérité et de la nature carcérale de la répression des petits délits.

Mathilde Marendaz ■

RAGEKIT REFUSE D'ABANDONNER LE TERRAIN MÉDIATIQUE À L'EXTRÊME DROITE

Face à l'extrême-droïtisation d'une grande partie des médias francophones, des camarades ont lancé un nouveau média vidéo, intitulé RageKit.

Une première série de vidéos, annonçant le forum du sans-abrisme organisé conjointement par le collectif 43 m² et la HETSL, revenait sur les causes du sans-abrisme et les conséquences pour les personnes concernées. Elle argumentait évidemment qu'il s'agit là d'une condition inhumaine qui découle de décisions politiques et plaïdait ainsi pour un changement de cap mettant fin au sans-abrisme.

Une deuxième série de vidéos a été publiée à l'occasion de la venue en Suisse de l'eurodéputée et militante pour les droits du peuple palestinien, Rima Hassan.

Enfin, les camarades viennent de lancer une troisième série de vidéos abordant la thématique ô combien prisée par les idéologues d'extrême-droite : la drogue. Cet enjeu revient périodiquement sur le devant de la scène médiatico-politique des villes romandes, avec par exemple de nombreuses polémiques sur la dangerosité supposée du deal de rue. Loin des paniques morales racistes, il s'agit alors de décortiquer les mécanismes sociaux (la précarité), politiques (un système d'asile raciste et inhumain) et économiques (l'exclusion du marché du travail régulier) qui contraignent des personnes précarisées à distribuer ou consommer des produits psychotropes dans l'espace public. Loin du tout carcéral ou tout punitif, nos camarades esquissent donc la voie d'un monde sans prisons. AE

Dispo sur YouTube et Instagram : @ragekiit

LE PERSONNEL DE L'ÉDUCATION MOBILISÉ FACE AU DURCISSEMENT DES ATTAQUES

La période est particulièrement intense pour le personnel de l'éducation à Genève, entre les besoins accrus d'une jeunesse marquée par un contexte difficile et les pressions aveugles pour diminuer les dépenses.

Les attaques du gouvernement portent sur trois points principaux :

- ❶ Le temps de travail, que la Conseillère d'État Hiltbold cherche à augmenter de manière plus ou moins déguisée. Le prétexte est l'annualisation du temps de travail (1800 heures/an pour un plein-temps). Cela sous-entend que les enseignant·es ne feraient pas ces heures, ne tenant compte que des heures en classe. C'est oublier un peu vite la diversité des tâches (évaluation, corrections, préparation, suivi d'élèves, etc) sans compter toujours plus de tâches administratives.
- ❷ Le manque de postes : on ne tient pas compte des besoins

qui augmentent chez les jeunes, ce qui met en tension également les personnels administratifs et techniques, y compris l'encadrement social ou le parascolaire. Des témoignages forts ont été recueillis lors d'une assemblée syndicale auprès de ces catégories, soumises à la surcharge de travail et à leur éthique de coûte que coûte ne pas laisser tomber les élèves.

- ❸ Les salaires : là encore Mme Hiltbold tente de créer la division, en proposant par exemple de baisser les salaires de certaines catégories d'enseignant·es (par exemple en expression orale ou art dramatique, ou encore du secondaire I).

Ces attaques surviennent simultanément avec des exigences toujours plus grandes en termes de contraintes sur les contenus (renouvellement de plans d'études assortis de règles parfois absurdes, réforme de la formation professionnelle totalement inféodée au patronat).

Partout, sur les lieux de travail, il faut continuer à diffuser et recueillir les doléances, s'organiser pour faire croître la mobilisation, seule issue pour défendre une école qui remplisse ses missions et des conditions d'accueil dignes !

Sébastien Bertrand



Manifestation des travailleuses et travailleurs des secteurs de la santé et du social, Genève, 14 février 2025.

LE FUTUR CENTRE FÉDÉRAL D'ASILE DURCIT ENCORE SES CONDITIONS AVANT SON OUVERTURE

Lettres ouvertes, rencontres, pétition... les actions se multiplient de la part de la société civile pour dénoncer le projet de scolarisation discriminatoire prévu par le Canton contre les enfants dans l'asile.

Lettres ouvertes, rencontres, pétition... les actions se multiplient de la part de la société civile pour dénoncer le projet de scolarisation discriminatoire prévu par le Canton contre les enfants dans l'asile.

La politique d'asile suisse s'est dotée d'une nouvelle arme qui vise à concentrer, contrôler et isoler les personnes exilées, en vue de réaliser encore plus vite leur renvoi : les Centres fédéraux d'asile (CFA). Ces boîtes noires fonctionnent sous un régime carcéral (contrôles des identités, fouilles au corps, sanctions, etc) encadré par une entreprise privée, ORS, appartenant à un consortium spécialisé dans l'enca-

drement des prisons. Une recette pour la montée des violences à l'encontre des personnes dans l'asile, comme la réalité nous le prouve depuis plusieurs années (voir le rapport d'Amnesty International « Mieux protéger les droits des enfants », octobre 2024).

Dans le plan du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), le canton de Genève doit accueillir un CFA dit « sans tâches procédurales » sur son territoire. Selon la définition donnée par l'autorité fédérale, « ces centres hébergent essentiellement des personnes qui font l'objet d'une procédure Dublin ou dont la demande d'asile a été rejetée. Ces personnes, qui doivent

généralement quitter la Suisse sous peu, restent dans les centres de la Confédération et ne sont plus transférées dans les centres cantonaux ».

Autrement dit, le canton de Genève doit ouvrir un véritable centre de renvoi sur son territoire, lequel sera situé en bout de piste d'atterrissage et contigu à un bâtiment de détention administrative et de la police internationale. Il est prévu que ce CFA du Grand-Saconnex héberge les premières personnes dans l'asile à partir de septembre 2025. Ainsi, les contours de son fonctionnement commencent à émerger.

En février dernier, de nombreuses associations et syndicats ont réagi par une lettre ouverte

à l'annonce du Département de l'instruction publique de prévoir une scolarisation à l'intérieur du Centre, hors des structures publiques. Une décision incompréhensible pour les signataires, contraire au droit fondamental, qui dénoncent aussi cette forme d'incarcération des enfants sur le territoire. Diverses associations ont déjà relevé que dans d'autres cantons, les problèmes liés à un enseignement au sein d'un CFA sont pléthores : environnement bruyant et stressant, pas de préau, programme et horaires de cours au rabais, etc.

La marge de manœuvre de la part du Canton existe, puisque le SEM lui laisse carte blanche pour organiser la scolarisation sur son territoire. C'est donc la volonté politique qui fait défaut : sans surprise du côté de la Conseillère d'État PLR en charge de l'instruction, nettement plus regrettable de la part des élu·es PS et Vert·es qui pourraient au moins marquer leur désapprobation publiquement ! De notre côté, nous ne lâcherons rien.

Aude Martenot

LE DILEMME EUROPÉEN DE LA CLASSE DIRIGEANTE SUISSE

Mi-février, les organisations patronales et l'Union syndicale suisse ont annoncé une « entente commune » en ce qui concerne le projet de nouveaux accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE). Si elle n'est pas définitive, elle place l'UDC dans le rôle de seule opposition aux accords. Pourquoi? Deuxième entretien avec Sébastien Guex, professeur honoraire d'Histoire contemporaine à l'Université de Lausanne et auteur de *Du pouvoir et du profit*.

Nous avons terminé le dernier entretien sur l'affaiblissement du rapport de force entre la Suisse et l'UE. Pour la bourgeoisie suisse, cette reconfiguration exige de repenser sa stratégie historique. Comment expliquer qu'une part que la classe dirigeante suisse ne souhaite pas conclure de nouveaux accords bilatéraux avec l'UE?

Au fond, il y a deux grands blocs au sein de la bourgeoisie suisse. Le premier, un groupe principalement représenté par l'UDC, souhaite continuer la vieille stratégie : tirer profit des antagonismes et conflits entre les grandes puissances. Il rejette

toute idée d'accord qui impliquerait que la Suisse adopte des mesures basées sur le droit européen.

Cette fraction large de la bourgeoisie – l'UDC, mais également une partie du Centre et du PLR, comme l'influent propagandiste néolibéral Gerhard Schwarz – est donc foncièrement opposée à tout rapprochement avec l'UE et privilégie des accords bilatéraux, comme celui de 1972, portant essentiellement sur le libre-échange, sans étendre les relations au-delà de ce cadre strict. Cette position est partagée par d'autres organisations qui ne sont pas forcément directement ou étroitement liées à l'UDC.

L'une d'elle s'appelle Compass et regroupe environ 1000 patron-nes. Lors d'un entretien récent accordé à la *Neue Zürcher Zeitung*, elle a bien résumé cette stratégie en déclarant que « l'avenir de l'économie suisse ne réside pas dans l'Union européenne, mais dans les États-Unis et l'Asie ».

En d'autres termes, selon eux, il ne faut pas trop se lier à l'UE et surtout éviter d'entrer dans une dynamique qui ne laisserait plus d'autre option, à moyen ou long terme, que d'entrer dans l'UE. Ils pensent aussi que demeurer le plus éloigné possible de l'UE forcera le patronat et les milieux dirigeants

helvétiques à prendre les mesures nécessaires pour rendre la Suisse encore plus compétitive face à l'UE et aux autres concurrents ; en diminuant les salaires, les assurances et les dépenses sociales, les réglementations en matière de protection de l'environnement, en renforçant le paradis fiscal suisse, etc. C'était en partie le calcul des fractions de la bourgeoisie anglaise favorables aux Brexit, un calcul qui, pour le moment, ne porte pas ses fruits.

Mais il y a bien une frange de la bourgeoisie suisse favorable à des liens plus proches ou même privilégiés avec l'UE ? Je pense au PLR et Économiesuisse.

Oui. Pour cette frange, miser sur le fait qu'on va pouvoir remplacer l'UE par d'autres grandes puissances, comme la Chine par exemple, ou continuer comme avant à tirer les marrons du feu, c'est-à-dire tirer avantage des conflits entre les grands blocs (USA, UE, Chine) est dangereux. C'est un pari trop risqué, car la Suisse se situe quand même au cœur de l'Europe, au milieu d'un proto-État de 450 millions d'habitants. Selon cette frange, l'UE restera le partenaire économique déterminant de la Suisse. Aujourd'hui, environ 50 % des échanges commerciaux (exportations : 40 % ; importations : 60 %) de la Suisse se font avec l'UE.

Même si cette proportion baisse, l'UE continuera à occuper une place déterminante, ne serait-ce qu'en raison de la position géostratégique de la Suisse, entièrement entourée par elle. Même s'il y a les USA et la Chine, même si d'autres grands pays se développent rapidement, cette frange de la classe dirigeante considère qu'elle ne peut pas se soustraire à l'influence du proto-État européen. Elle part du principe que l'UE n'acceptera pas que le capitalisme suisse tente de conquérir des parts du marché mondial sans se préoccuper du fait que les autres membres de l'UE convoitent les mêmes parts, tout en protégeant, en outre, de larges segments de son propre marché intérieur.

La fraction de la bourgeoisie suisse – représentée par les courants majoritaires en sein du grand patronat suisse, du PLR, du Centre et des Verts-Libéraux – estime donc qu'il faut conclure une série de nouveaux accords avec l'UE – les Bilatérales III – tout en cherchant à conserver la plus grande marge de manœuvre possible. Dès lors, il faut faire des concessions à l'UE, tout en préservant la souveraineté de la

L'UDC célèbre le 25^e anniversaire du refus de l'adhésion à l'Espace économique européen, Place fédérale, 6 décembre 2017



Suisse, sa capacité de développer des liens économiques avec toutes les grandes puissances, sa position de paradis fiscal et préserver l'extrême flexibilité de son marché du travail. C'est un exercice tout sauf simple!

C'est cette frange qui a décidé de l'abandon de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE proposé en 2021, qui comportait deux aspects trop négatifs à ses yeux : la Cour européenne de justice, dont l'intervention en cas de conflit avec l'UE était perçue comme une menace pour la souveraineté suisse, et la clause guillotine, selon laquelle la dénonciation d'un traité dans un domaine entraînait la chute de tous les autres, ce qui était également considéré comme une restriction trop grande de la marge de manœuvre du capital helvétique.

Quelles sont ces concessions que l'UE demande à la bourgeoisie suisse ?

Les capitalistes européens ne veulent pas signer des accords de simple libre-échange qui leur donnent accès à un marché de 8 millions de consommateurs·trices, alors que leurs rivaux suisses bénéficient d'un accès à un marché de 450 millions. En conséquence, ils exigent une série d'accords supplémentaires. En schématisant à l'extrême, peut-être trop, les trois principaux me semblent être les suivants :

- Ils veulent permettre aux entreprises européennes d'avoir une meilleure position concurrentielle sur le marché helvétique de la construction, en bénéficiant notamment de l'avantage que constitue le fait que les salaires versés en Europe sont inférieurs à ceux versés en Suisse.
- Ils veulent limiter les discriminations des citoyen·nes européen·nes résidant longuement en Suisse, notamment en matière de droits de séjour et d'accès aux prestations et aux assurances sociales helvétiques.
- Ils veulent limiter les « aides d'État », ce qui pourrait potentiellement porter atteinte au paradis fiscal suisse.

Dans les accords négociés, la perte de souveraineté pour la bourgeoisie suisse est moins importante que dans l'accord dénoncé en mai 2021. La frange de la bourgeoisie qui considère que l'UE va et doit rester un partenaire privilégié va maintenant tenter de convaincre sur sa droite et de trouver un accord avec les syndicats.

Propos recueillis par **Lola Crittin**



Kelly Sikkema / Unsplash

Neuchâtel Éducation

L'ÉCOLE NEUCHÂTELOISE N'ÉCHAPPE PAS AUX RAVAGES DES ÉCRANS

Dans le cadre de sa campagne électorale, **solidarités** a organisé une table ronde avec trois enseignant·e·s critiques du tout-numérique à l'école : Sarah Blum, députée POP et enseignante à l'école professionnelle, Manouk Borzakian, géographe, auteur et rédacteur au blog *Géographie en mouvement*, enseignant CPNE et François Friche, enseignant au lycée Jean Piaget, rédacteur au journal *Moins*.

Comme partout, à Neuchâtel les écrans débarquent à grande vitesse dans toutes les écoles publiques, les budgets sont votés avec enthousiasme et les enseignant·es se retrouvent face à des élèves scotchés à leurs écrans. La soirée a été l'occasion de mettre en cause les idées fausses qui circulent massivement pour imposer une éducation par le numérique. 25 millions votés haut la main par le Grand Conseil en 2020, auxquels s'ajoute année après année 1 million pour l'amortissement.

La formation des apprenti·es a notamment été pointée, les enseignant·es s'y retrouvant face à une forêt d'écrans et des élèves incapables de porter la moindre attention à ce qui leur est dit. Des expériences intéressantes ont été relatées : en Suède et en Finlande, 15 ans après avoir passé par cette mode du tout-numérique, on re-

vient aux livres. Les tests PISA ont montré qu'on apprend mieux avec des humains et les médecins ont été entendus.

Un consensus s'est dégagé lors du débat sur la nécessité de mettre un frein à la dynamique enclenchée dans le canton de Neuchâtel.

Le problème n'est pas la nécessaire éducation au numérique, mais l'éducation par le numérique qui tend à faire des enseignant·es des opérateur·ices informatiques et qui développe des élèves en danger de désocialisation et d'appauvrissement intellectuel. Par ailleurs, l'appropriation pédagogique des nouveaux outils numériques par les enseignant·es mériterait également de faire l'objet d'une réflexion collective. Le corps enseignant dispose effectivement de certaines marges pour faire du numérique un outil au service d'un savoir émancipateur.

Les grandes multinationales du secteur informatique ont le bras long, mais nous devons nous poser la question des enjeux sanitaires, sociaux et pédagogiques. La motion populaire du SSP « Pour une éducation numérique plus durable et plus réfléchie » a été acceptée par le Grand Conseil, mais comme souvent, elle traîne dans un tiroir. Il est grand temps de prendre en compte les risques et les dégâts déjà observés de ce numérique à outrance sur l'éducation, la formation et la santé des générations présentes et futures.

Marianne Ebel



Michel Desmurget, *La fabrique du crétin digital*, Paris, Seuil, 2019

LE SAVOIR, C'EST L'IGNORANCE: LA SCIENCE EN DANGER

Depuis le début du second mandat de Trump, on assiste à une attaque généralisée contre la science aux États-Unis: licenciements, pressions et intimidations, coupes massives dans les recherches, interdiction de mots comme « genre », voire « historiquement » ou même « femme ». Cette attaque est sans précédent dans son ampleur, mais elle s'inscrit malgré tout dans une vague mondiale de répression des libertés académiques et d'expression sur les campus. Entretien avec Julia Steinberger, co-rédactrice du GIEC et chercheuse à l'UNIL.

Julia Steinberger, tu dois connaître des chercheur-euses aux USA qui subissent ou sont témoins des attaques contre la recherche, est-ce que tu peux nous en donner quelques exemples ?

Il y a énormément d'exemples, en particulier dans les domaines de la santé, de l'environnement, et de tout ce qui touche à l'équité ou à la justice sociale. Je peux donner le cas de ma collègue du GIEC Dr Katherine Calvin. Elle était co-auteurice du même chapitre du 6^e rapport de synthèse que moi, c'est donc quelqu'un que je connais personnellement. C'est une scientifique prodigieuse, d'une immense compétence, et de surcroît très collaborative et soutenante.

Elle a d'abord été nommée Scientifique en Chef à la NASA, un poste d'un prestige extrême, puis élue co-présidente du 3^e Groupe de Travail du GIEC, ce qui en fait la scientifique étasunienne la plus haut placée du GIEC. Trump a tout d'abord licencié toute l'équipe de soutien du GIEC aux États-Unis. Il a ensuite interdit aux scientifiques étasuniens de participer aux réunions du GIEC, puis de communiquer avec les médias ou leurs collègues internationaux.

Et maintenant il a tout simplement éliminé le poste de Scientifique en Chef à la NASA. La destruction de la planète par Trump et ses alliés pétroliers passe aussi par la décapitation de la science.

En plus des universités de très nombreux centres de recherches sont aussi attaqués, comme sur la santé et les épidémies. Par exemple, le nouveau ministre de la santé Robert Kennedy Jr a fait virer environ 1300 personnes du CDC d'Atlanta, le premier centre de recherche en santé publique du pays. Il y a quelques mois, il annonçait aussi souhaiter supprimer presque toute la recherche sur les maladies infectieuses et immunologiques ?

En effet, c'est une attaque systématique contre les parties des sciences (sociales comme naturelles, d'ailleurs) les plus propices à aider et protéger la population des États-Unis ou d'ailleurs, en fait.

Le domaine scientifique est international et collaboratif: nous dépendons toutes et tous, pour nos soins et traitements, d'avancées élaborées aux États-Unis en matière de santé, comme nous dépendons de leurs centres météorologiques pour nos prévisions. Cette destruction nous met toutes et tous en danger face à des maladies pourtant évitables.

Comment analyses-tu la politique de Trump contre la recherche ? J.D. Vance déclarait en 2021 que « les universités sont l'ennemi ». Mais qu'est-ce qui est visé: la Science en tant que telle, certains domaines en particulier, les universités comme foyers de résistance ? La climatologue Valérie Masson-Delmotte

a parlé « d'obscurantisme technophile » pour dire le rejet de la science, sauf quand elle est rémunératrice ou permet d'acquérir du pouvoir.

Les libertés de recherches et d'expression sont déjà limitées depuis longtemps par la part que les fonds privés occupent dans la recherche et les attaques contre les universités de sont pas une nouveauté. Mais, pour moi le projet de Trump, Vance et Musk est simple à comprendre: Ils veulent détruire la capacité démocratique (aussi faible était-elle auparavant) de prise de décision et d'action, afin d'accumuler le pouvoir, et de profiter de la corruption des institutions.

Les universités sont un obstacle à ce projet, car les chercheur-euses mettent à jour la réalité, et permettent à la population de comprendre ce qui est en train de se passer. Si la population étasunienne souffre des tempêtes, canicules et inondations causées par le réchauffement climatique sans qu'aucune scientifique ne puisse leur en expliquer la cause, elle sera encore moins en mesure de le stopper.

De manière générale, le savoir critique produit à l'université a toujours constitué une menace pour le totalitarisme, le fascisme et l'autoritarisme. Vance a donc raison: les universités et les chercheur-euses sont l'ennemi du projet Trump, car ce projet est fondamentalement antidémocratique.

Pour Musk, il y a un aspect supplémentaire: l'appât du gain. Il cherche à détruire les agences de recherche ou de régulation nationale, comme la NASA ou la FAA (qui s'occupe du contrôle aérien), pour s'accaparer les fonds de la trésorerie étasunienne et les rediriger vers sa propre compagnie SpaceX. Il veut pouvoir occuper l'espace aérien étasunien sans contrainte de sécurité publique. Il y a aussi un enjeu de chantage à l'armement, SpaceX ayant des contrats militaires.

Des étudiant-es se font renvoyer pour avoir participé aux mobilisations pour le boycott académique, ou des chercheur-euses se font renvoyer dans leurs pays pour leurs positions politiques. En parallèle des attaques contre la recherche, on observe donc aussi de graves attaques contre les libertés fondamentales. Ces deux niveaux sont-ils liés, et si oui comment ?

En effet, l'attaque contre les libertés fondamentales d'expression politique et les attaques contre les chercheur-euses sont liées. Qu'on le veuille ou non, la réalité exposée par la recherche, que celle-ci soit climatique ou sociale, économique ou sanitaire, expose aussi les méfaits du pouvoir.

Du point de vue de la « junte » de Trump, les étudiant-es qui demandent justice et droits humains pour les Palestinien-nés ne sont pas si différent-es des scientifiques qui



démontrent l'urgence de l'action climatique. Les deux groupes exigent une action en lien avec des principes de bien commun, que ce soient les droits humains ou une planète habitable.

Quelles formes de résistances et mobilisations pouvons-nous voir aujourd'hui ?

Aux États-Unis, pour l'instant, malheureusement trop peu. Les décennies de néolibéralisme effréné portent manifestement leurs fruits : les Étatsunien-nes se sentent individuellement isolé-es, les syndicats ont perdu leur force, le parti démocrate est clivé et affaibli.

Toute la capacité et les savoirs de l'organisation par le bas et l'action collective sont à réapprendre. Les mouvements étudiants et les activistes sont ainsi bien mieux organisé-es que les scientifiques et chercheur-euses. Malgré tout, les scientifiques étasunien-nes ont organisé *Stand Up For Science* le 7 mars passé, avec des événements partout dans le pays. Les manifestations se succèdent, même certain-es politicien-nes proéminent-es, comme Chuck Schumer, commencent à ouvertement critiquer les attaques de Trump.

En revanche, il est déjà tard. Le projet de Trump et son stratège Steve Bannon est accélérationniste : aller très vite et par de grands chocs pour dérouter les institutions et les modes de régulation traditionnels.

Ces derniers n'étant pas à la hauteur : il faudra que la résistance au projet Trump se passe ailleurs et qu'elle soit bien plus rapide et forte qu'aujourd'hui.

Et quelles sont les limites de ces mobilisations ? Il semble que les scientifiques aient commencé à se mobiliser, mais on ne voit ni grandes manifestations, ni large soutien dans la population.

En effet, et le rôle des médias est important pour créer les conditions de cet abandonnement des scientifiques par la population. Lorsqu'on constate que les milliardaires propriétaires du Los Angeles Times et du Washington Post imposent leur ligne éditoriale alignée avec les politiques de Trump, il est clair que la population étasunienne ne peut plus compter sur les médias comme institution indépendante, qui permettrait de les informer sur le projet Trump. La communication devra se faire autrement.

Si on en vient à la Suisse, qu'est-ce que tu observes et comment vois-tu la situation ? Qui est à l'offensive ici contre les universités et au travers de quelles batailles ?

J'ai été vraiment choquée à mon arrivée en Suisse en 2020 d'observer à quel point les personnes politiques se permettent d'attaquer les universités et les universitaires. C'est un contexte très inquiétant.

Le savoir et la recherche universitaire devraient être à l'abri des attaques partisans, mais au contraire, en Suisse, les politiques s'offusquent dès que les chercheur-euses expriment leur position.

En particulier, l'extrême droite voudrait une place universitaire silencieuses, neutre, effacée, qui ne prendrait jamais part au débat public. En fait, nous ne sommes pas aussi loin de Trump que nous nous le figurons, surtout lorsque notre présidente de la Confédération approuve des éléments du discours de Vance.

Il semble qu'il y ait eu une recrudescence des attaques contre les universités depuis les mobilisations pour le boycott académique de mai dernier. Comment vois-tu la situation ?

Selon moi, nous faisons face à un backlash, une contre-offensive qui veut enterrer les mobilisations qui gênent, le savoir qui dérange le pouvoir. Aujourd'hui, tout est en jeu : la réelle démocratie, les valeurs fondamentales des droits humains, les exigences de justice sociale.

L'équilibre fragile ne tient plus : les mobilisations étudiantes gênent car elles exposent la complicité des institutions universitaires et des dirigeant-es politiques avec les violations massives des droits humains.

Les recherches climatiques et écologiques gênent, car elles exposent l'incompatibilité entre la survie de l'humanité et les activités des géants de notre économie, que ce soit UBS, Glencore ou même la Banque Nationale Suisse. Ces conflits sont bien réels, et même existentiels.

Le cas de Joseph Daher semble paradigmatique : c'est un licenciement politique qui ne dit pas son nom. Et c'est lui qui est visé parce qu'il est Arabe, a un poste précaire et a été attaqué voire diffamé dans la presse.

Exactement. Prof Joseph Daher est le bouc émissaire, la proie facile : précaire, d'origine syrienne, ouvertement politique, soutenant les étudiant-es. Le fait qu'il est internationalement reconnu pour son expertise, qu'une de ses deux thèses doctorales a été effectuée à l'université de Lausanne, qu'il y enseigne depuis une décennie avec l'estime de ses collègues et l'appréciation des étudiant-es, tout cela n'a pas suffi à le protéger une fois calomnié dans la presse.

L'université aurait dû le soutenir et exiger des corrections et des droits de réponse, et au lieu de cela, elle le sacrifie. C'est un signe clair que nous sommes toutes en danger. La mobilisation pour Joseph Daher nous concerne donc toutes.

Propos recueillis par Guillaume Matthey

ACCORD PEU FRUCTUEUX SUR LA BIODIVERSITÉ

Après un échec en novembre dernier, les gouvernements signataires de la COP16 Biodiversité ont trouvé un compromis fin février. Le timide financement obtenu et l'absence des États-Unis dessinent un bilan inquiétant.

La COP Biodiversité (Conférence des Parties (des gouvernements signataires de la Convention sur la Biodiversité Biologique)) est l'équivalent pour la biodiversité de la COP Climat, connue notamment à la suite de l'Accord obtenu lors de sa 21^e session, à Paris en 2015. Les enjeux écologiques de ces négociations engagent des problématiques différentes, qui nécessitent des solutions et des dispositifs internationaux séparés. La COP Biodiversité concerne particulièrement les mesures pour la protection de la nature, des espèces et des services écosystémiques.

Prolongations nécessaires

La COP 16 a eu lieu à Cali, en Colombie, en novembre 2024. Bien que plusieurs mesures aient été prises dans différentes thématiques, comme la prise en considération des populations indigènes dans le débat environnemental et sur les conditions d'exploitation des informations génétiques prélevées dans la nature, les gouvernements ne sont pas parvenus à un accord sur la répartition du financement de ces réglementations. À nouveau, les décideurs énoncent de belles paroles sans être prêts à y joindre le geste du financement. Un fidèle reflet de notre société occidentale capitaliste. Un fiasco au vu d'une nature ravagée qui ne peut pas attendre.

Afin de trouver un compromis, la conférence s'est rejouée à Rome, fin février. Ce n'est qu'après maintes discussions, lors du dernier jour, que les nations réunies ont acquiescé un plan de financement. Ce compromis mutuel adopte un plan de travail sur cinq ans qui doit débloquer 200 milliards pour stopper la destruction de la nature et soutenir les pays en

développement dans cette lutte qui nous concerne tous-tes.

Des mesures insuffisantes

Cependant, ces financements restent bien trop minimes face à l'urgence écologique et le rythme alarmant de la perte de biodiversité. Les pays développés signataires ont déjà échoué à tenir leurs engagements pour 2025. Face à ces promesses non tenues, il est crucial de presser pour un financement moins timide et de rappeler qu'il s'agit d'un investissement à long terme : seule une nature en bonne santé maintient sa fonction d'assurance-vie.

Ces grands raouts sont-ils des instruments utiles pour renverser la tendance ? S'ils sont nourris par des rapports scientifiques rigoureux, les gouvernements frileux profitent de leur déconnexion des mouvements sociaux pour rester dans l'inaction.

Une Suisse pas à la hauteur

La participation suisse a été grandement critiquée : en novembre, celle-ci n'a présenté aucun plan d'action concret lors de la conférence, alors qu'une telle proposition s'avérerait obligatoire ! La Suisse doit réellement améliorer ses mesures d'action en termes de biodiversité si elle souhaite atteindre les 23 objectifs communs de l'accord Kuning-Montréal, pris lors de la COP15 en 2022. Ce manque d'investissement est une honte pour un pays aussi riche que la Suisse.

Une Suisse comme gelée dans les études et les chiffres qu'elle fournit par sa recherche de qualité, mais incapable de soumettre des mesures concrètes qui risqueraient de froisser ses précieuses réserves financières et ses plans néolibéraux profitant aux plus riches. Cette indifférence écolo-

gique navrante se retrouve dans les attitudes d'Albert Rösti : opposé à l'initiative pour la biodiversité refusée en 2024, il avait préféré soutenir la construction de nouvelles autoroutes polluantes et meurtrières pour les écosystèmes.

Le désengagement des USA

Bien que les États-Unis n'aient jamais ratifié la convention sur la biodiversité, des délégations étaient régulièrement envoyées pour observer la conférence. Cependant, à la suite de l'élection de Trump, le pays est resté complètement étrangers aux débats. De quoi s'alarmer : l'influence politique et la contribution financière de la puissance étasunienne jouent un rôle majeur dans la lutte contre l'effondrement naturel.

Cette absence révèle le mouvement de fond d'attaque contre la nature. De nombreux pays connaissent actuellement un virage collectif vers une politique d'extrême droite dont le programme écologique consiste en la continuation consciente de la destruction de la nature afin de préserver les intérêts – à court terme – du capital...

Appel à une solidarité écosocialiste

Bien que bilan de la prolongation de la COP16 soit couronné d'un accord financier entre les gouvernements, les maigres mesures qu'elle propose embarrassent et rappellent la nécessité d'un mouvement écosocialiste et anticapitaliste, pour souligner les priorités actuelles et, de manière générale, interroger notre ontologie au sein du monde vivant.

Zélie Stauffer

Séance plénière de la COP16, Cali, 29 octobre 2024





Blocage du siège de l'armateur Maersk, Copenhague, lundi 3 mars 2025

International

En mouvement

Danemark

Palestine

COUPER LES PONTES AVEC LE GÉNOCIDE

Du 21 au 26 février, un millier de militant·es de toute l'Europe se sont retrouvé·es à Copenhague pour s'opposer aux livraisons d'armes à Israël par l'armateur Maersk. Nous avons, à cette occasion, interviewé nos camarades du SUF qui militent au sein du mouvement Palestine danois.

En quelques mots, qu'est-ce que le SUF ?

SUF est l'acronyme de Front Socialiste de la Jeunesse, nous sommes une organisation politique révolutionnaire indépendante des partis parlementaires, même si nous collaborons avec l'Alliance Rouge Verte présente au Parlement Danois. Le SUF s'est constitué comme une alliance de jeunesse révolutionnaire large composée de différentes tendances politiques.

La jeunesse trotskiste en fait partie et c'est pour cela que nous sommes présent·es chaque année aux Rencontres internationales de Jeunes de la 4^e Internationale aux côtés de solidaritéS. Au Danemark, nos groupes locaux s'impliquent dans différentes campagnes, no-

tamment dans les mobilisations pour la libération de la Palestine.

Quelle est la situation du mouvement Palestine au Danemark ?

C'est un mouvement de solidarité internationale très actif : le plus gros depuis des années. Le mouvement est très implanté dans la population, énormément de personnes le soutiennent et apportent de l'aide logistique. Ce n'est vraiment pas quelque chose de superficiel. Les mois passent et le mouvement se renforce.

Notre répertoire d'action va des manifestations aux occupations d'université, comme dans beaucoup de pays d'Europe au printemps dernier, notamment avec l'installation du Jardin de Rafah à l'université de Copenhague, ou en-

core avec les blocages d'usines du fabricant d'armes Terma, dans la veine des actions Shut Elbit Down.

Vos actions sont dirigées contre l'armateur Maersk, pourquoi ?

Maersk est non seulement la plus grosse entreprise du Danemark en chiffre d'affaires, mais aussi l'un des plus gros armateurs au monde. Depuis le début de la guerre génocidaire à Gaza, Maersk livre une partie des armes des États-Unis à Israël. C'est cette complicité active que nous avons dénoncée durant notre « camp » d'action Cut Ties with Genocide.

Concrètement, en quoi a consisté le « camp » ?

Nous avons rassemblé un millier de militant·es dont beaucoup de

camarades internationaux sur six jours, dans plusieurs lieux communautaires de Copenhague. Des ateliers étaient organisés avec des mouvements ultra-inspirants tel que « Shut Elbit Down » (Allemagne et Suède), des camarades d'organisations palestiniennes internationales comme le Palestinian Youth Movement et le International Solidarity Movement ou encore avec des docker·euses du CALP (Collectif Autonome des Travailleur·euses Portuaires) ayant organisé le blocage du port de Gênes.

Et comme il s'agissait d'un camp d'action, nous avons aussi organisé le blocage du siège de Maersk le lundi.

Êtes-vous satisfait·es de l'action et de son impact ? Qu'en retenir·ez-vous ?

L'organisation d'une grande action de désobéissance civile de ce type était une première pour nous. Ce sont des techniques qui viennent des mouvements climatiques comme Ende Gelände (Allemagne) ou Code Rood (Pays-Bas) et ça a été un grand succès. Il a été facile de déborder les forces de police et le drapeau palestinien et des banderoles ont été déployées sur le bâtiment.

Beaucoup de médias publics ont relayé l'action, ce qui est relativement rare, et les raisons de notre opposition à Maersk ont été bien expliquées.

Le point noir au tableau, c'est vraiment la violence de la répression. Aux alentours de midi, après 4 heures d'action dans le calme, la police s'est soudainement montrée très violente. La place sur laquelle nous étions a été inondée de gaz au poivre et de lacrymogène. La police nous a frappé à coup de matraque et les chiens ont été lâchés. Il y a eu beaucoup de blessé·es et des camarades ont été arrêté·es dans le chaos...

Au Danemark, ce niveau de violence policière est rare. La dernière répression de cette ampleur a eu lieu en 2019 à l'occasion d'une action de protestation devant l'ambassade d'Israël...

Comment vous voyez la suite ?

Malgré la violence de la police, nous ressortons plus fort·es et déterminé·es de cette expérience militante. Nous avons confiance en nous. Le travail fourmis pour construire le mouvement en mariant les actions directes, le partage de compétences avec les camarades à l'international et le travail communautaire ; c'est ça qui fait notre force !

Propos recueillis et traduits par Paul Castelain ■

VERS UN DÉSORDRE MONDIAL MILITARISTE

Le retour au pouvoir de Donald Trump au pouvoir s'accompagne d'une profonde réorientation de l'impérialisme étasunien, notamment par un rapprochement avec la Russie. En réaction, l'Europe adopte une rhétorique militariste. Celle-ci n'ouvre pas de nouvelles perspectives au peuple ukrainien dans sa lutte contre l'agresseur russe. Entretien avec Jaime Pastor, membre de la rédaction de *Viento Sur* et militant d'Anticapitalistas.

Comment définiriez-vous la situation internationale actuelle ?

En partant du tournant radical que représente le retour de Trump au gouvernement des États-Unis, on pourrait dire que nous sommes au début d'une nouvelle ère de désordre mondial qui s'inscrit dans un contexte que l'on qualifie généralement de « polycrise ». Ce terme désigne une conjonction de crises simultanées et interconnectées, dont la plus marquante est la crise écosociale mondiale, qui se produit dans le cadre d'une stagnation prolongée du capitalisme et de la fin de la « mondialisation heureuse ».

L'une des principales conséquences de cette polycrise est l'aggravation de la compétition et des tensions entre les grandes puissances. Pour y répondre, le tandem Trump-Musk – qui incarne la mainmise directe d'une fraction du grand capital étasunien sur l'État – mise sur un nationalisme oligarchique et protectionniste visant à « rendre sa grandeur » aux États-Unis (le slogan MAGA, « *Make America Great Again* ») et ainsi freiner leur déclin impérial.

D'un point de vue géopolitique, ce projet étasunien se traduit par une redéfinition des relations avec les autres grandes puissances, afin d'atteindre plusieurs objectifs. Le premier consiste à conclure un pacte avec Poutine en reconnaissant leurs sphères d'influence respectives, restaurant ainsi un

partage colonial des pays voisins et de leurs ressources. Le second objectif réside dans la limitation du rôle des États-Unis en tant que « protecteur » militaire de l'Europe, en poussant les États membres de l'Union Européenne à accroître leurs dépenses de défense et en les traitant comme des concurrents économiques. Enfin, à moyen et long terme, un troisième objectif consiste à donner la priorité à l'interventionnisme en Asie-Pacifique et surtout à la rivalité avec la Chine, qui est la principale puissance montante à laquelle s'opposent les États-Unis.

Cette tentative de réorganisation de la hiérarchie internationale intervient alors que l'extrême droite progresse dans le monde entier. Le trumpisme, qui associe une conception libertarienne de l'économie, un autoritarisme sur le plan politique et une orientation réactionnaire sur le plan idéologique, est devenu la principale référence de ces forces cherchant à imposer un « changement de régime ». Cela a été explicitement affirmé par le vice-président J. D. Vance lors du sommet de Munich, qui a laissé entendre que l'objectif est pratiquement de mettre fin à la démocratie libérale et d'instaurer de véritables autocraties électorales, voire des régimes néofascistes.

Toutefois, ce projet rencontre déjà des résistances et contradictions, tant aux États-Unis qu'ailleurs, ce qui pourrait accentuer

l'instabilité géopolitique et approfondir la polycrise, notamment dans sa dimension écosociale, avec des issues incertaines.

Que se passe-t-il en Europe dans cette reconfiguration mondiale ? Et que pensez-vous de la course effrénée à l'armement et du climat de « pré-guerre » qui se crée ?

L'Europe est aujourd'hui en plein désarroi face au virage radical imposé par Trump, notamment en ce qui concerne la guerre en Ukraine, qui a en effet entrepris de réhabiliter Poutine, au point de vouloir partager avec lui l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes. Par ailleurs, la nouvelle politique commerciale protectionniste des États-Unis, via l'augmentation des droits de douane, intensifie la rivalité économique avec l'Union européenne.

Depuis quelques temps, l'UE tente d'endiguer sa perte d'influence sur la scène mondiale en renforçant son « autonomie stratégique », comme l'ont recommandé les récents rapports de Draghi et Letta. Ce projet prend aujourd'hui une dimension principalement militaire, avec l'adoption d'un budget de 800 milliards d'euros destiné à un programme de réarmement qui alimentera inévitablement une nouvelle phase dans la course aux armements à l'échelle mondiale.

Pour justifier cette montée en puissance militaire, les élites euro-

péennes cherchent à imposer l'idée que la Russie de Poutine constitue une « menace existentielle » pour l'Europe. Conscientes que ce discours peine à convaincre au-delà des pays voisins de la Russie, elles l'associent à une rhétorique de défense de la « démocratie et du bien-être » contre le « totalitarisme ». Pourtant, cette posture contraste avec les politiques répressives menées en Europe contre les migrant-es, les restrictions des libertés politiques et sociales, et surtout, la complicité occidentale avec le génocide perpétré par l'État colonial israélien contre le peuple palestinien.

De plus, ce réarmement n'a aucune justification rationnelle : comme l'a souligné la députée portugaise Mariana Mortágua, « *les pays de l'UE disposent de plus de personnel militaire en activité que les États-Unis ou la Russie, et leur budget de défense cumulé est supérieur à celui de la Russie et proche de celui de la Chine* ». Il faut également tenir compte du fait que l'Europe pourrait disposer, s'il le fallait, de l'arsenal nucléaire français et britannique.

Il ne s'agit donc pas d'un projet défensif, mais bien d'une militarisation accrue des sociétés européennes, au service d'une stratégie offensive visant à protéger les intérêts d'une Europe qui veut relancer un plan industriel militaire au service d'un capitalisme toujours plus prédateur et autoritaire.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le vice-président étasunien J. D. Vance lors d'un sommet sur l'IA à Paris, 11 février 2025



Certains secteurs de la gauche, y compris radicale, appellent à soutenir le réarmement militaire européen. Quelle devrait être notre position sur la guerre en Ukraine ?

Il est gravement erroné que des secteurs de la gauche soutiennent le réarmement militaire européen. Cela revient à s'aligner sur un projet agressif et offensif qui ne profitera qu'à l'industrie de l'armement étasunienne et européenne. Malgré les discours officiels, cette orientation se fera au détriment des investissements sociaux et de la lutte contre le réchauffement climatique.

Une gauche internationaliste doit s'opposer à tous les impérialismes et à la logique des sphères d'influence. Elle doit exprimer sa solidarité avec le peuple ukrainien dans sa résistance – armée ou non – contre l'occupation russe et dans sa demande d'aide militaire et matérielle à autres pays. Cela implique de dénoncer tout accord entre Trump et Poutine négocié sans le peuple ukrainien, d'exiger le respect de la souveraineté de l'Ukraine, l'annulation de sa dette de guerre et le soutien à une reconstruction écosociale juste.

Il est également essentiel de renforcer les liens avec les forces de gauche en Ukraine qui s'opposent aux politiques néolibérales et pro-atlantistes du gouvernement Zelensky, ainsi qu'avec les militantes anti-guerre en Russie qui luttent dans des conditions répressives extrêmes.

Poutine est aujourd'hui en position de force. Est-il possible d'inverser ce rapport de forces sur le plan militaire ou est-ce inutile ?

Après trois ans de guerre, il semble évident que le rapport de forces militaire est difficilement réversible et que le coût humain et matériel de la prolongation du conflit est immense. Cependant, l'insistance de Poutine à revendiquer l'Ukraine comme partie intégrante de son imaginaire nationaliste grand-russe laisse craindre qu'il soit impossible d'obtenir une paix juste et durable pour le peuple ukrainien comme pour le peuple russe.

Il faudra rechercher une solution politique, mais il ne revient pas à nous de dire au peuple ukrainien quand il doit arrêter de résister face à l'envahisseur. Nous devons continuer à soutenir leur lutte, armée ou non armée et, en son sein, les organisations sociales et populaires qui aspirent à une Ukraine souveraine et libérée des ingérences des grandes puissances, qu'elles soient occidentales ou russes.

Certains courants pacifistes étaient par le passé contre l'exportation d'armes à l'Ukraine. Penses-tu que cette position est toujours défendable ?

Je crois que si nous partons du fait indéniable que l'invasion russe est injuste et que, par conséquent, le peuple ukrainien a le droit de résister à cette invasion par les armes, il a également le droit de deman-

der l'aide militaire inconditionnelle d'autres pays, même si leurs gouvernements le font motivés par d'autres intérêts ou faisant preuve d'un double standard par rapport à autres peuples, comme c'est le cas de Gaza. Une fois que la majorité du peuple ukrainien a décidé de résister, s'opposer à cette aide maintiendrait une position équidistante entre agresseur et agressé, ce qui est totalement contraire à la lutte pour une paix juste.

Compte tenu de la volonté de Trump de contraindre l'Ukraine à accepter l'accord qu'il pourrait conclure avec Poutine, je considère qu'une aide militaire à la résistance ukrainienne pour sa défense est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que dans le passé, et cela peut se faire sans avoir à augmenter les budgets militaires des pays européens.

Telle a été la position traditionnelle d'une gauche internationaliste solidaire des peuples attaqués, que ce soit par d'autres États ou par la menace nazie ou fasciste, comme cela s'est produit pendant la guerre civile espagnole, même lorsque la résistance au fascisme était dirigée par un gouvernement qui avait fait échouer le processus révolutionnaire dans la zone républicaine.

Quelles doivent être nos tâches et revendications dans la période actuelle ?

Nos tâches devraient se concentrer sur la construction de fronts

unitaires pour une lutte commune contre le projet de réarmement de l'UE, en exigeant une réduction substantielle des dépenses militaires afin de les consacrer à la transition écosociale juste, qui est nécessaire et urgente, ainsi qu'au désarmement nucléaire de la France, du Royaume-Uni et de la Russie.

Ces tâches doivent être accompagnées, comme ce fut le cas dans les années 1980 face à l'installation des euromissiles à l'Ouest et à l'Est, d'une lutte pour la dissolution de l'OTAN et le démantèlement de toutes les bases militaires américaines en Europe, ainsi que d'autres blocs militaires régionaux, tels que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par la Russie et impliquant d'autres pays de l'ex-espace soviétique.

Tout cela devrait s'accompagner d'une remise en cause du concept militariste de « sécurité » employé aussi bien par l'UE que par la Russie, pour lui opposer une culture de paix, de résistance non-violente active contre toutes les agressions et de solidarité avec tous les peuples, dans le but d'avancer vers une dénucléarisation et une démilitarisation progressive de l'Europe, de l'Atlantique jusqu'à l'Oural.

C'est cette Europe-là qu'il faudra défendre si nous voulons construire une autre Europe écosocialiste.

Propos recueillis par Juan Tortosa

À BARCELONE, LES LOCATAIRES S'ORGANISENT CONTRE LA SPÉCULATION

En Espagne, plus de 735 000 expulsions ont été exécutées entre 2008 et 2023. Si le mouvement pour le droit au logement a souvent organisé des manifestations pour s'y opposer, elle ont rarement réussi à rassembler autant de personnes que le rassemblement visant à stopper l'expulsion de Josep, l'un des locataires de la Casa Orsola à Barcelone, vendredi 30 janvier dernier.

Pour comprendre l'ampleur du conflit autour de la Casa Orsola, un immeuble moderniste situé dans l'un des quartiers centraux de Barcelone (Eixample), il faut remonter à octobre 2021. Cet automne-là, le fonds d'investissement Lioness Inversiones achète l'immeuble.

Dès le départ, le plan de cette entreprise, dirigée par un entrepreneur catalan bien connecté avec le patronat et possédant également des entreprises dans le secteur des centres d'appels, était clair : expulser toutes les locataires et louer les appartements avec des contrats de courte durée. Offrant moins de garanties que les baux de résidence principale, ceux-ci se sont multipliés à Barcelone ces dernières années, car ils permettent aux propriétaires d'augmenter la rotation des locataires et de faire flamber les prix. Dans le cas de la Casa Orsola, les appartements vidés ont ensuite été loués à un prix trois fois supérieur.

La Casa Orsola s'organise

Lorsque les locataires de la Casa Orsola ont appris que leur bail ne serait pas renouvelé, ils ont décidé de s'organiser. La plupart vivaient dans l'immeuble depuis des décennies et n'étaient pas prêtes à abandonner leur foyer et leur quartier. Peu après la vente, une assemblée de locataires s'est formée et ses membres ont adhéré au Syndicat de Llogateres (SdL, Syndicat des Locataires en catalan).

Pendant toute cette période, les habitant·es et le syndicat ont exercé des pressions sur le propriétaire de diverses manières pour obtenir de nouveaux contrats : occupation des bureaux de l'entreprise, manifestations devant l'agence immobilière gérant les locations de courte durée, organisation d'une grande fête culturelle et de quartier devant l'immeuble, manifestations dans le quartier, concerts de caseroles, occupation de logements

vides dans l'immeuble, adoption de motions par la mairie, etc.

Deux modèles de villes, deux classes sociales

Cependant, Lioness Inversiones a refusé toute négociation et a mobilisé ses propres ressources pour gérer le conflit. L'entreprise a poursuivi en justice tous·tes les locataires dont le bail avait expiré afin de les expulser. Elle a aussi tenté d'attaquer en justice certain·es militant·es et a fait en sorte que le patronat catalan organise une conférence de presse pour criminaliser les habitant·es de la Casa Orsola. Ainsi, lorsque l'expulsion de Josep a eu lieu, le conflit avait largement dépassé un simple cas particulier, et la Casa Orsola était devenue un symbole de la lutte contre la spéculation immobilière à Barcelone.

Le SdL considère cette lutte comme une opposition entre deux modèles de ville, entre deux classes sociales. C'est pour

quoi il a organisé un marathon de résistance devant la Casa Orsola dès la veille de l'expulsion.

Cette mobilisation a vu la participation de groupes de musique, de personnalités médiatiques, de collectifs et de plateformes sociales (comme des enseignant·es s'organisant contre les expulsions). L'événement a été retransmis en direct grâce à l'implication de plusieurs coopératives spécialisées dans la communication audiovisuelle. Des centaines de personnes ont passé la nuit devant la Casa Orsola au cas où la police tenterait une intervention anticipée, comme cela arrive souvent lorsqu'une forte résistance est attendue.

Enfin, la commission judiciaire a été contrainte de reporter l'expulsion, car le nombre de personnes présentes était trop important, même pour une intervention de la police anti-émeute.

Une victoire en demi-teinte

Dans les jours qui ont suivi ce premier échec et jusqu'à la date du report, la mairie de Barcelone, dirigée par le Parti socialiste, a été contrainte par la pression populaire d'agir. Le 7 février, la municipalité a annoncé l'achat de l'immeuble.

Cette décision constitue une victoire pour la mobilisation, car les locataires de la Casa Orsola ne seront pas expulsés et les logements seront intégrés au parc public. Toutefois, certains aspects restent problématiques. Le SdL et les locataires de la Casa Orsola ont dénoncé le fait que la négociation s'est déroulée dans leur dos, sans les consulter, et que la somme que la mairie va verser (9 millions d'euros) représente un bénéfice de 3 millions d'euros pour l'entreprise par rapport au prix d'achat de 2021. De plus, empêcher les expulsions par l'achat public des immeubles ne constitue pas une solution généralisable.

Cette tentative de conciliation d'intérêts opposés ne s'est pas révélée particulièrement efficace. D'un côté, le lobby immobilier a dénoncé que l'achat de l'immeuble crée une insécurité juridique et pourrait devenir un précédent fâcheux. De l'autre, la première réaction du SdL a été d'organiser une assemblée devant la Casa Orsola, rassemblant des dizaines d'immeubles qui entament eux aussi leur propre combat pour s'organiser et lutter.

Le 5 avril prochain, des manifestations auront lieu dans les principales villes d'Espagne pour défendre le droit au logement et exiger une baisse drastique des loyers.

Oscar Blanco, Anticapitalistas

Rassemblement devant la Casa Orsola contre l'expulsion d'un locataire, 30 janvier 2025





Claire Bochu

La Compagnie Pataclowns animera un atelier de fabrication de marionnettes et un spectacle.

International **Solidarité**

PINAR SELEK: UN PROCÈS SANS FIN

Un mandat d'arrêt international avec une demande d'emprisonnement immédiat pèse depuis janvier 2023 sur Pinar Selek, sociologue et écrivaine franco-turque, militante féministe, antimilitariste et écologiste.

Le dossier d'accusation est vide, mais le procureur, au service du militarisme d'État, ne peut accepter que cette sociologue, déjà quatre fois acquittée (en 2006, 2008, 2011 et 2014) continue à travailler et à s'engager avec force pour la liberté de recherche, pour la paix et contre toute forme de guerre et de violence.

Une cinquième audience d'un 5^e procès aura lieu le 25 avril 2025 à Istanbul, à peine quelques semaines après la 4^e audience qui, une nouvelle fois, avait duré moins d'une heure... Les juges cherchent visiblement à lasser les innombrables soutiens que Pinar Selek a trouvés dans le monde universitaire, politique, mais aussi militant. Peut-être espèrent-ils se trouver une prochaine fois sans ces témoins gênants venus rejoindre les solidaires turcs depuis la France, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse et d'ailleurs.

Qu'ils déchantent tout de suite, car les comités de soutiens n'abandonnent pas celle qui est devenue un symbole de résistance et de courage pour la sauvegarde de valeurs démocratiques plus importantes que jamais : la liberté, la paix et la justice sociale.

À sa sortie de prison en 2000, Pinar Selek l'avait annoncé : elle s'engageait à redoubler d'efforts pour continuer son travail pour la paix qui l'avait injustement condamnée à la torture et à l'emprisonnement. Promesse tenue, sans perdre ce sourire qui donne de la force. Sans doute est-ce là une des raisons de la solidarité internationale qui se construit inlassablement autour de cette infatigable universitaire, chercheuse, écrivaine et militante pacifiste.

Marianne Ebel

→ pinarselek.fr

Culture **À lire** **À voir**

LES DISPERSÉES SE RÉINVENTENT

La 2^e édition du salon des dispersées aura lieu du 28 au 30 mars prochain dans l'espace « Le Commun » à Genève. À l'occasion des 10 ans de la librairie de La Dispersion, le salon propose une nouvelle formule qui fait la part belle à la réflexion politique et à l'expression artistique !

L'édition 2025 des dispersées remplace ses traditionnelles tables de présentation de maisons d'éditions par des ateliers, lectures et activités plus festives. Durant tout le salon, les visiteur-ices pourront également retrouver une librairie éphémère tenue par la Dispersion, La bibliothèque volante pour enfants, les archives de La Dispersion et un espace calme où se reposer.

Le programme en bref

Le salon démarrera, durant la soirée du vendredi 28 mars, par une série de lectures réunissant 10 artistes et chercheur-eusexs et sera suivie par un repas proposé par l'association Lo'13'to. La soirée sera animée par Amal Alpha qui proposera à touxtes de participer à un Queeraoké.

Durant la journée de samedi, les visiteur-ices auront le choix entre un atelier d'arpentage autour du Crip Technoscience Manifesto, un texte qui aborde les questions d'accessibilité à travers une perspective antivaldiste féministe et queer, et un atelier d'écriture autour de ré-

flexions animées par Kitty Steward et I.m. cantori.

La thématique de l'édition militante sera abordée lors d'une table ronde qui se déroulera après les ateliers de l'après-midi et abordera trois initiatives qui réunissent des militantexs venues de Genève, Paris et Berlin. Une lecture sur l'histoire de la collection de l'archive Dora Diamant – un fonds exclusivement géré par La Dispersion – précédera le dîner littéraire du soir, animé par l'autrice Kitty Steward autour de son ouvrage *Foodistan – Après la faim du monde*. Au programme de la journée de dimanche, deux workshops sont proposés en parallèle autour de la thématique de l'archivage.

Iyo Bissek animera l'atelier « Élever nos archives collectivement : Les serveurs trans*féministes à travers une approche anti-coloniale », centré sur les pratiques d'archivage et les résistances face au paradigme actuel du domaine. Un autre atelier sera animé par le collectif Fehras Publishing Practices autour des solidarités afro-asiatiques.

Ateliers pour enfants

Le salon des dispersées n'a pas oublié les enfants et propose divers ateliers, en plus d'une garderie (sur inscription). Durant la journée de samedi, plusieurs ateliers de peinture acrylique, lecture, discussions et maquillage seront proposés et permettront aux enfants de se divertir tout en se sensibilisant à des thématiques politiques, comme le consentement ou les luttes pour la justice sociale.

Dimanche, un atelier de lecture et bricolage autour de l'ouvrage *Ma recette d'amour* sera animée par son autrice, Grace Ly (du Podcast « Kiffe ta race ») en début d'après-midi. Pour clôturer le salon, la Compagnie Pataclowns animera un atelier de fabrication de marionnettes puis un spectacle pour aborder les thèmes de l'exclusion, du racisme et de l'acceptation de soi, à échelle d'enfants.

Clément Bindschaedler

Attention : il faut s'inscrire en ligne pour participer aux ateliers (enfants aussi) !
Programme complet et inscriptions :
ladispersion.ch

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal **solidarités** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

447

21 03
2025

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste **solidarités**, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Vaud**
Surincarcération: il ne fait pas bon critiquer la magistrature et le Procureur!

4 **A voir**
RageKit refuse d'abandonner le terrain médiatique à l'extrême-droite

5 **Genève**
Le personnel de l'éducation mobilisé face au durcissement des attaques

Le futur Centre fédéral d'asile durcit encore ses conditions avant son ouverture

6 **National**
Le dilemme européen de la classe dirigeante suisse

7 **Neuchâtel**
L'école neuchâteloise n'échappe pas aux ravages des écrans

8-9 **Éducation**
Le savoir, c'est l'ignorance: la science en danger

10 **Écologie**
Accord peu fructueux sur la biodiversité

11 **En mouvement**
Couper les ponts avec le génocide

12-13 **International**
Vers un désordre mondial militariste

14 **Logement**
A Barcelone, les locataires s'organisent contre la spéculation

15 **Culture**
Les dispersés se réinventent
Solidarité
Pinar Selek: un procès sans fin

